

FAITS SAILLANTS

- La CNSA alerte sur la situation de près de 4 millions de personnes vivant en d'insécurité alimentaire ;
- En 2016, la réponse à l'épidémie de choléra constitue une priorité pour les agences des Nations et ses partenaires de la communauté humanitaire ;
- Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a approuvé un montant total de près de 2 millions dollars dans le cadre du CERF pour répondre aux besoins humanitaires des personnes traversant la frontière entre Haïti et la République Dominicaine ;
- Les pluies violentes qui se sont abattues sur la ville de Port de paix (Nord-Ouest) ont causé la mort de 8 personnes, endommagé des centaines de maisons et affecté plus d'un millier de personnes ;



Au sommaire

- Sécurité alimentaire et nutrition P.1
- Epidémie de choléra P.3
- Crise binationale P.5
- Préparation et réponse aux urgences P.6

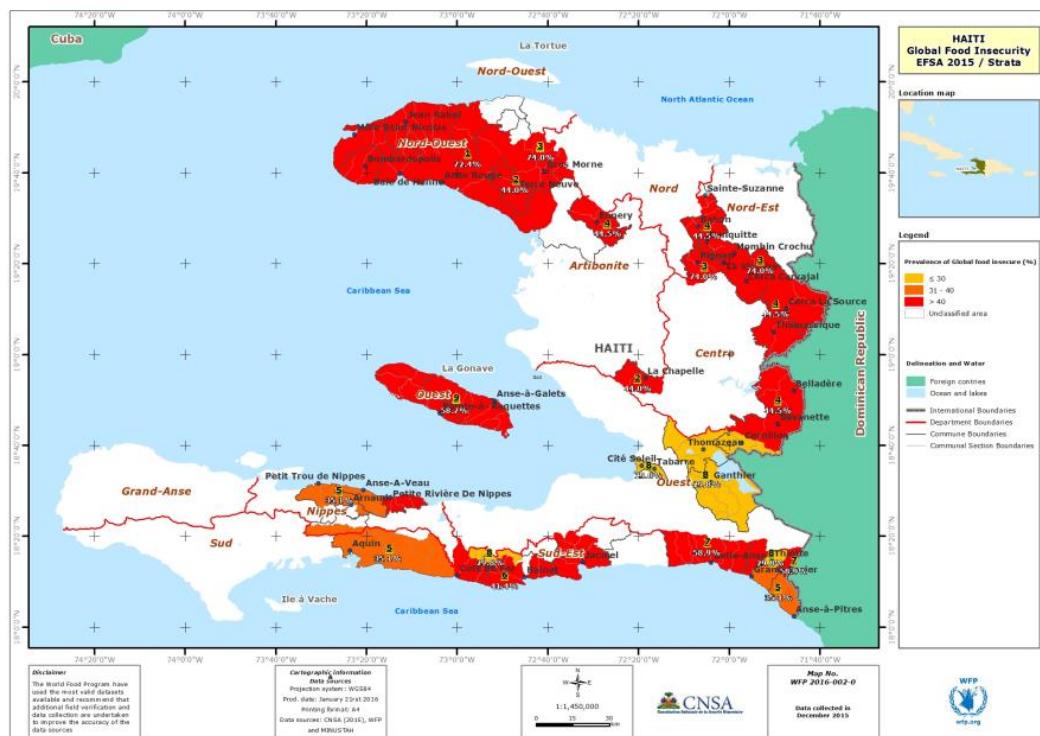
Haïti subit une situation d'insécurité alimentaire sans précédent

Les producteurs ont perdu plus de la moitié de leur récoltes de printemps représentant 60% de la production annuelle du pays

Depuis le début de l'année 2015, Haïti fait face à une sécheresse persistante au niveau de diverses zones agro écologiques du pays. Cette sécheresse a entraîné des pertes de récolte de plus de 50% par rapport à la normale sur la campagne de printemps de 2015 qui représente près de 60% de la production annuelle du pays. En effet, la sécheresse et le dérèglement climatique enregistrés a fait de l'année 2015 la pire qu'on ait enregistrée au cours de ces 35 dernières années, rapporte la CNSA. Ce qui a entraîné des pertes considérables de récoltes et la réduction de la disponibilité de produits alimentaires locaux sur les marchés combinées d'une hausse vertigineuse des prix de ces derniers. En outre, les pénuries d'eau importantes ont été signalées dans les départements les plus touchés (Nord-Ouest, du Centre, du Sud et du Sud-Est).

CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps	59 000
Source: DTM, Janvier 2016	
Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (1 ^{er} Janv. au 31 Décembre 2015)	36 045
Source: MSPP	
Nb. de décès dus au choléra (31 Décembre 2015)	322
Source: MSPP	



Légende: Prévalence globale de l'insécurité alimentaire. Jaune: < 30 % ; Orange 30 - 40 % ; Rouge > 40 %

Par ailleurs, le prix des haricots rouges et noirs ont affiché la hausse la plus significative sur les cinq dernières années. Donc, les populations pauvres et vulnérables sont en train

La perte des récoltes, la tendance à la hausse des prix, la baisse de la demande de main d'œuvre agricole et la pression accentuée sur les ressources naturelles sont autant de facteurs réduisant l'accès aux aliments des ménages très pauvres qui adoptent et adopteront des stratégies de survie de plus en plus corrosives si rien n'est fait.

d'expérimenter une situation des plus dégradantes de l'insécurité alimentaire pour ces trois dernières décennies. Il est important de souligner que cette détérioration est due non seulement aux causes sous-jacentes relevant de variables climatiques mais aussi des facteurs structurels.

La situation risque de s'aggraver en 2016

Le phénomène "El Niño", qui pourrait persister en 2016, a eu des répercussions sur la sécurité alimentaire en Haïti. Selon la CNSA, 3,6 millions d'Haïtiens sont actuellement en état d'insécurité alimentaire, dont 1,5 millions en situation d'insécurité alimentaire sévère et 200 000 (soit 40 mille familles) en situation d'extrême urgence alimentaire. Avec la persistance du phénomène El Niño, et si rien n'est fait, la CNSA prévoit que d'ici juillet 2016, l'insécurité alimentaire pourrait affecter environ 5 millions de personnes (soit la moitié de la population haïtienne).

En réponse au dernier message d'alerte de la CNSA en octobre dernier, l'UNICEF et le ministère de la Santé publique et de la population (MSPP) ont mené une évaluation approfondie de la situation nutritionnelle chez les enfants de 6 à 59 mois au niveau des 20 communes sévèrement frappées la sécheresse. Les résultats de cette enquête ont montré qu'environ 4 communes sont en situation d'urgence (Phase 4) avec taux de malnutrition aiguë globale entre 16% et 27,7%. Deux autres communes sont en situation de crise (Phase 3), avec un taux de malnutrition aiguë globale entre 11 et 13%.

De plus, pour les 5 départements touchés par la sécheresse, il est attendu environ 76 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë dont 37 500 atteint de malnutrition aiguë sévère. Une situation qui pourrait empirer si des mesures nécessaires ne sont pas prises à court et à long terme.

En guise de réponse à cette situation alarmante, la CNSA a élaboré un plan de réponse d'urgence pour lutter contre la faim et sauver la campagne agricole de printemps 2016. Requérant un montant de 2 milliards de gourdes (équivalent à 35 millions de dollars), ce plan vise notamment à répondre aux besoins urgents des 40 000 familles au niveau des 20 communes vivant en situation d'insécurité alimentaire aiguë et à assurer la prise en charge nutritionnelle des groupes cibles dans les zones affectées.

Ce document stratégique prévoit entre autres la distribution générale de vivre alimentaire ou de cash aux ménages les plus vulnérables, la prise en charge nutritionnelle des enfants en situation de malnutrition chronique et sévère et la réalisation des travaux à haute intensité de main d'œuvre dans les communes les plus affectées.

La réponse de la communauté internationale

Les acteurs humanitaires continuent de soutenir les efforts visant à assister les familles affectées par l'insécurité alimentaire. Par exemple, le Programme alimentaire mondiale (PAM) fournit une aide alimentaire à 485 000 personnes à travers le pays incluant des transferts directs en espèces à 15 000 personnes. La FAO assiste 9 000 ménages dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Est au cours de la période d'ensemencement de l'année, avec des forfaits qui incluent des semences pour le maïs, le sorgho, la patate douce et le manioc.



Un staff d'ACF s'apprête à démarrer avec la distribution des outils aux bénéficiaires du programme Cash for work à Port-de-Paix. Crédit photo : OCHA Haïti

Des ONGs comme Action contre la Faim (ACF), Care, World vision continuent d'entreprendre des programmes en vue de la réduction de l'insécurité alimentaire particulièrement dans les départements les plus affectées. Par exemple, dans les trois communes du département du Nord-Ouest (Bassin bleu, Chansolme et Port de Paix), Action contre la faim met en place un programme de réponse d'urgence à la situation de sécheresse et de résilience alimentaire au profit de plus de 8 000 familles vulnérables. Ce programme vise à améliorer les

conditions de vies des populations vulnérables en y réalisant des activités de génératrices de revenus "Cash For Work – argent contre travail" qui permettent, entre autres, d'améliorer les infrastructures agricoles.

D'autant plus, le programme Kore Lavi (2003-2017) est encore en cours d'implémentation dans 25 communes des 5 départements du pays. Ce programme, qui vise à améliorer l'accès aux produits locaux pour les populations les plus vulnérables, prévoit de soutenir 250 000 familles en leur fournissant des bons de nourriture. Financé par l'USAID pour un montant de près de 80 millions de dollars, ce programme est exécuté par le Programme PAM), ACF et CARE.

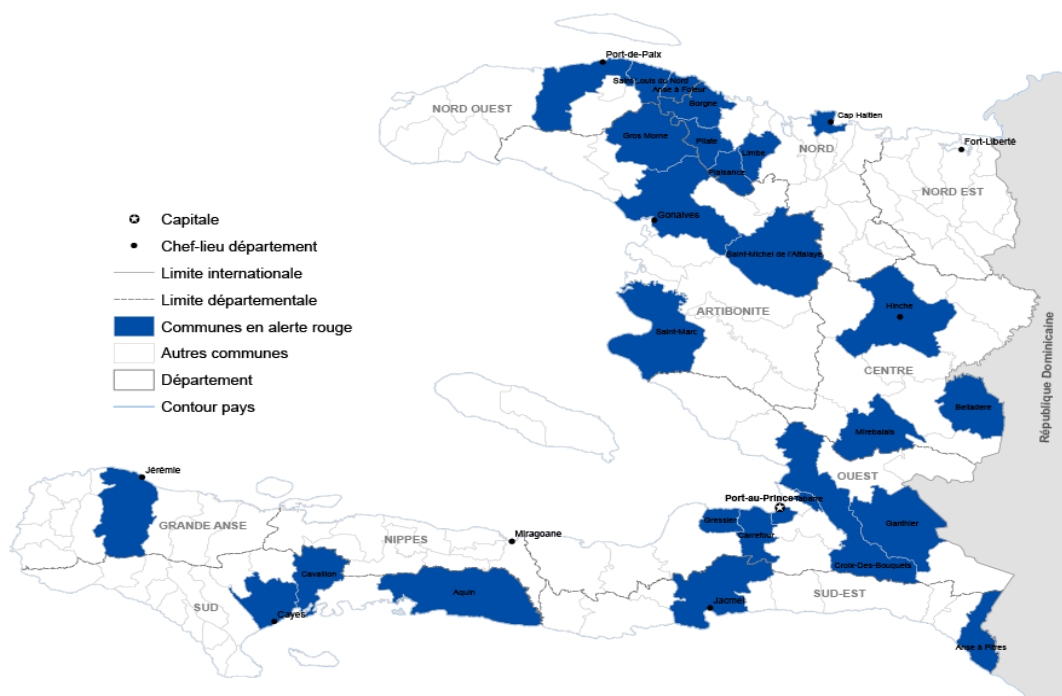
En août 2015, le CERF d'OCHA a fourni 3 millions de dollars pour 3 projets coordonnés par UNICEF, PAM et FAO. ECHO vient d'allouer 5,4 millions d'euros pour des projets de réponse d'urgence à la sécheresse et insécurité alimentaire. La communauté humanitaire continue à alerter sur la situation critique qui prévaut afin de mobiliser davantage de ressources pour renforcer les capacités de réponse.

Le choléra demeure une urgence et une priorité pour l'ONU et ses partenaires

Les Nations Unies continuent d'appuyer les efforts du gouvernement haïtien visant à renforcer les services de santé, les infrastructures d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement.

25 000 personnes peuvent contracter la maladie en 2016, tandis que plus d'un million d'autres peuvent être affectées indirectement

Le choléra reste une urgence avec plus de 36 000 cas suspects rapportés, 322 décès en 2015. Les acteurs sanitaires continuent d'enregistrer de nombreux cas de choléra particulièrement dans les départements de l'Artibonite, de l'Ouest, du Centre et du Nord. Les dernières données officielles publiées en décembre par le Ministère de la Santé publique et de la population (MSPP) indiquent que 27 communes sont en alerte rouge. Toutefois, des flambées peuvent être localisées partout comme ce fut le cas pendant le début de l'année 2016 dans des communes du département du Nord-Ouest à la suite des inondations de décembre 2015 et janvier 2016.



Les estimations actuelles indiquent que 25 000 personnes peuvent contracter la maladie en 2016, tandis que 1 350 000 personnes peuvent être indirectement touchées et auront besoin d'aide. Cette projection peut varier fortement en fonction des facteurs externes tels que la crise politique, qui peuvent entraver l'accès et la capacité de répondre rapidement à des épidémies, tels que la crise politique, des catastrophes naturelles, y compris le "El Niño", ou le financement humanitaire en 2016.

L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé : un défi incontournable

La persistance de l'épidémie de choléra, près de 6 ans après son apparition, est largement tributaire au manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les autorités sanitaires continuent de faire face à ce défi qui consiste à maintenir les installations d'eau et d'assainissement dans les centres de traitement aux normes internationales, et la protection et la réparation des systèmes de distribution d'eau dans les zones urbaines à haut risque, y compris de prélèvements illégaux.



Un garçon est entrain de remplir son gallon dans un kiosque d'eau mis en place par la DINEPA. Crédit photo : Unicef.

La mise en œuvre du plan de l'élimination de l'épidémie a entraîné l'intégration de la réponse au choléra dans les structures de santé nationales. Toutefois, des difficultés opérationnelles (par exemple des arriérés de salaires, le manque de fournitures et de matériel, manque de ressources humaines, mauvaises conditions d'hygiène) doivent être adressées afin d'assurer une réponse plus adéquate.

Plus de 300 000 personnes à vacciner en 2016

L'Organisation mondiale de la santé (OPS-OMS) et l'UNICEF soutiennent le gouvernement d'Haïti dans ses efforts visant à atteindre l'objectif de 600 000 personnes vaccinées contre le choléra par la fin de la période 2015-2016. Des campagnes de vaccination contre le choléra ont jusqu'ici atteint 285 534 personnes, et les plus de 300 000 seront vaccinées en 2016.

Cette campagne rentre dans le cadre du Plan national pour l'élimination du choléra élaboré par le MSPP qui vise la vaccination de la population la plus à risque de contamination du choléra en raison de leur localisation dans des zones vulnérables (30 à 40 pour cent de la population, soit environ 600 000 personnes).

La communauté humanitaire s'inquiète de la baisse constante du financement de la réponse à l'épidémie

À côté de la campagne de vaccination, de nombreux efforts à long terme seront maintenus afin d'endiguer l'épidémie. Il s'agit, notamment, de la campagne nationale de l'assainissement de l'UNICEF qui vise à réduire à zéro la défécation en plein air, et assurer un accès accru à des installations d'eau et d'assainissement dans les écoles et centres de santé au profit de 3,5 millions de personnes dans les zones rurales.

Toutefois, la communauté humanitaire alerte sur la baisse constante du financement de la réponse à l'épidémie. En effet, la composante de choléra de l'Appel de transition (2015/16) n'a reçu que 15,3 millions soit 42 pour cent des 36,5 millions. En date du 22 janvier 2016, le Plan national pour l'élimination du choléra (2013-22) de 2.2 milliards n'a été financé qu'à hauteur de 18 pour cent.

En vue de combler ces lacunes de financement, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) a alloué 4,1 millions de dollars en août 2015 qui ont permis de renforcer les capacités de réponse des acteurs pendant la précédente saison pluvieuse.

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a appuyer les efforts de mobilisation des ressources visant minimiser les risques de propagation particulièrement dans les périodes de pluies.

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), géré par OCHA, a alloué environ 2 millions de dollars pour une réponse rapide à la crise binationale

Il est primordial d'assurer la protection et l'accès aux services sociaux de bases aux milliers de personnes déportées et rapatriées de la République Dominicaine.

Ce financement permettra de répondre aux besoins humanitaires critiques et de protection des personnes déportées et rapatriées de la République Dominicaine

Préoccupée par la situation actuelle des migrants à la frontière entre Haïti et la République Dominicaine, l'Équipe humanitaire pays en Haïti, par l'intermédiaire du Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, Monsieur Mourad Whaba, a plaidé en faveur d'une allocation des ressources du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) d'OCHA pour répondre à cette crise sous-financée. Le 29 décembre 2015, Stephen O'Brien, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, a approuvé un montant total de 1 986 864 \$US dans la fenêtre "intervention rapide" du CERF pour répondre aux actions les plus urgentes de la situation de la population traversant la frontière.



Plus de 2 000 personnes déportées et rapatriées de la République Dominicaine sont installées spontanément dans des sites temporaires à Anse à Pitres depuis juin 2015. Crédit photo : OCHA Haïti

Les fonds alloués par le CERF seront utilisés pour couvrir une protection accrue et des besoins humanitaires qui ont été créés avec l'arrivée de dizaines de milliers de migrants, déportés et rapatriés de la République Dominicaine dans les municipalités haïtiennes situées le long de la frontière depuis juin 2015. La réponse permettra d'éviter une aggravation de la crise humanitaire renforcée par un contexte de violence et de l'épidémie de choléra. La réponse humanitaire est

actuellement affaiblie par l'insuffisance des ressources financières requises pour les institutions du gouvernement, des ONGs et des agences des Nations Unies.

En outre, ce fonds permettra d'assurer la protection et les services de base aux personnes déportées et rapatriées de la République Dominicaine particulièrement aux migrants les plus vulnérables, les personnes nées en RD au risque d'apatridie et victimes de la traite sur le territoire haïtien. Trois organisations sont les principaux bénéficiaires du Fonds CERF dont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Actuellement, 60 organisations humanitaires mettent en œuvre des projets et programmes dans 19 communes haïtiennes situées le long de la frontière avec la République dominicaine, dont 34 ONGs internationales, 10 ONGs nationales, 6 agences des Nations Unies, 5 institutions gouvernementales, 4 mouvements Croix-Rouge et 1 organisation internationale. De plus, 29 partenaires mettent en œuvre des programmes et projets dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition, 20 dans la gestion des catastrophes, 16 dans la santé, 14 dans le secteur Eau hygiène et assainissement, 14 dans la protection et 2 en gestion d'abris.

Rappelons également que la République Dominicaine a pris une décision à la Cour constitutionnelle en 2013, privant de leur nationalité dominicaine des centaines de milliers de personnes nées en République dominicaine de parents migrants haïtiens ou de Dominicains nés de personnes d'origine haïtienne, les rendant «apatrides». On estime que 460 000 migrants haïtiens sans statut régulier résident actuellement en RD.

Les inondations aggravent la situation de vulnérabilité de la ville de Port-de-Paix

Le Nord-Ouest est l'une des régions les plus à risques aux menaces hydrométéorologiques. Les capacités de réponse aux situations d'urgence doivent être renforcées particulièrement dans ce département

Huit morts et des centaines de maisons inondées et plus d'un millier de personnes affectées

Plusieurs localités de la ville de Port-de-Paix sont frappées par des inondations consécutives à des pluies enregistrées depuis la fin décembre et qui se sont poursuivies en ce début du mois de janvier. En effet, les pluies violentes qui se sont abattues sur cette commune ont affecté plus d'un millier de personnes, endommagé des centaines de maisons et provoqué la mort de 8 personnes suite à l'effondrement d'une maison.



Une maison totalement endommagée par les inondations survenues dans la ville de Port-de-Paix dans la nuit du 21 au 22 décembre 2015. Crédit photo : OCHA Haïti

Alors que le département du Nord-Ouest particulièrement la commune de Port-de-Paix a dû mal à se relever des conséquences de la sécheresse ayant conduit à la perte des deux dernières récoltes, les conséquences de ces dernières inondations viennent aggraver la situation déjà difficile des habitants de cette commune. A la suite de ces inondations, plusieurs familles ont dû abandonner leurs maisons endommagées pour se réfugier chez des proches déjà en situation de vulnérabilité.

«J'habite le quartier Nan Palan depuis plus de 25 ans et c'est la première fois que j'ai vécu une telle inondation», a déclaré Rose Marie, mère de 5 enfants qui a tout perdu dans la nuit du 21 au 22 décembre et qui vit encore chez son amie plus d'un mois après s'y être réfugiée. « Ma maison est maintenant inhabitable, depuis cette nuit tragique, je vis ici chez cette amie qui accepte de me loger avec mon mari et mes enfants», souligne cette femme courageuse dont le petit commerce s'est enterré sous la boue à l'intérieur de sa maison.

« Ce qui est plus préoccupant, ces personnes vivaient déjà une situation de famine liée à la perte des dernières récoltes mais doivent encore faire face à cette situation catastrophique. Il y a des enfants et des femmes qui ne mangent pas depuis deux jours. Nous avons besoin un peu de la solidarité des acteurs qui interviennent ici pour aider ces familles à se nourrir et se vêtir », alerte Wisly Paul, chef d'un comité de quartier de Nan Palan.

Sur place, les acteurs humanitaires tentent d'apporter l'assistance nécessaire. Les équipes d'ACF, de Médecins du Monde Canada, la Dinepa et la DPC ont conduit les premières évaluations ayant confirmé des besoins urgents de kits d'hygiène (seaux, savons), de kits ustensiles de cuisine, des produits de traitement d'eau (Aquatap, SRO) des matériels de nettoyage et des NFI (moustiquaires, draps). Elles ont ainsi procédé à la distribution de produits de traitement de l'eau, de kits hygiène à environ 500 personnes dans les quartiers les plus affectés (Dieurilon, Nan Palan, Morne Dorima). Environ, 300 coupons alimentaires ont été distribués aux familles affectées. De plus, des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et de prévention ont été conduites.

Toutefois, ces actions se révèlent insuffisantes pour répondre totalement aux besoins de ces personnes. D'autant plus, qu'il y a également des risques de propagation de l'épidémie de choléra du fait que les conditions sanitaires dans la ville sont aggravées par les récentes pluies. Des cas de choléra ont été recensés dans certains quartiers inondés.

Ayant conduit une mission d'évaluation à Port-de-Paix au cours du mois de janvier, OCHA recommande que des actions urgentes soient entreprises notamment le curage des canaux, le drainage des rivières, la sensibilisation du public aux bonnes pratiques d'hygiène et le renflouement des stocks d'urgences.


Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Widlyn Dornevil, chargé de l'information publique, dornevil@un.org, (509) 3702 5182

Rachelle Elien, chargée de l'information publique, elien@un.org, (509) 3702 5177

Alix Nijimbere, chargé du reporting humanitaire, nijimbere@un.org, (509) 3702 5790

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

Rejoignez OCHA Haïti sur les médias sociaux :  [@OCHAHaiti](https://twitter.com/OCHAHaiti) |  [OCHAHaiti](https://www.facebook.com/OCHAHaiti)